

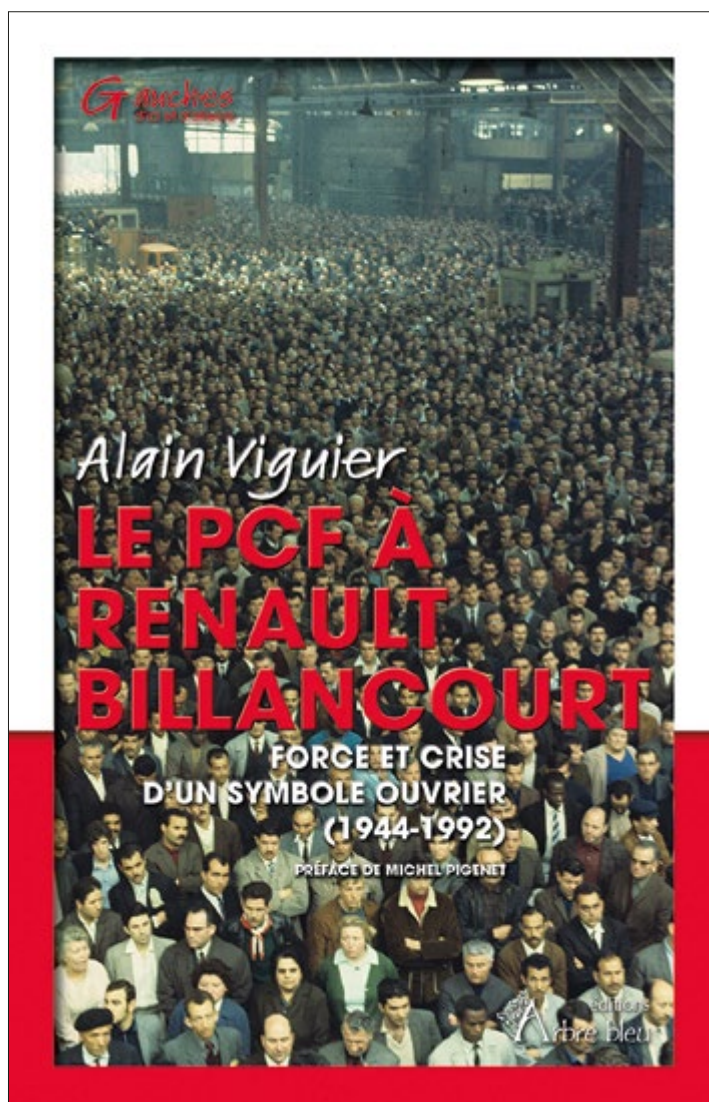
LIRE

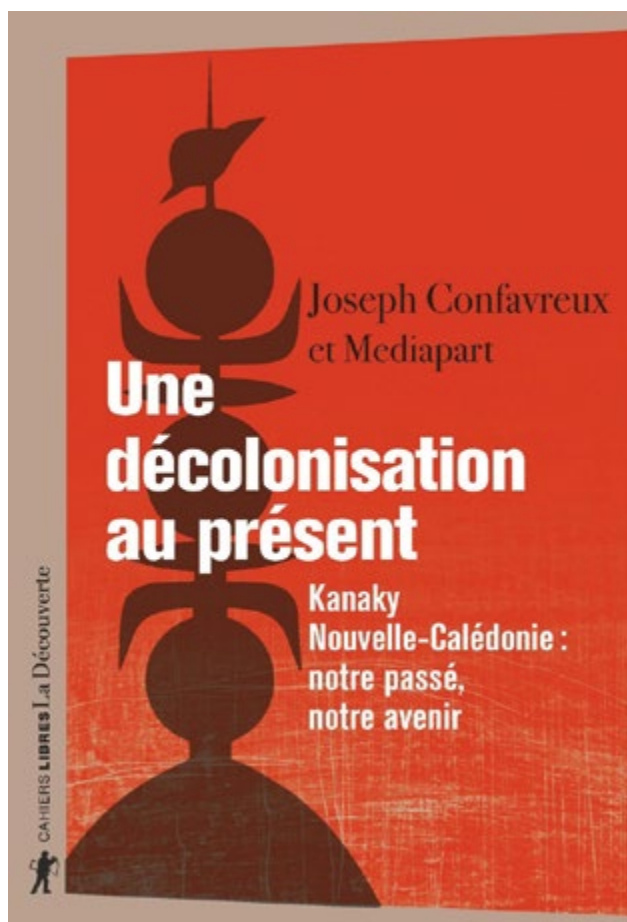
**LE PCF
À RENAULT
BILLANCOURT
FORCE ET CRISE
D'UN SYMBOLE OUVRIER
(1944-1992)**

Alain Viguiier, éditions Arbre bleu

En complément
de l'article intégral
(dispo sur ocml-vp.org),
l'histoire du PCF
dans un bastion ouvrier :

« Quels furent les ressorts
de l'engagement ouvrier
dans le Parti communiste français ?
Pourquoi une telle audience
suivie d'un lent dépérissement ?
Telles sont les questions
que se pose ce livre à partir
du cas spécifique mais emblématique
de Renault Billancourt et du PCF,
de 1944 à 1992. »





UNE DÉCOLONISATION AU PRÉSENT

JOSEPH CONFAVREUX ET MEDIAPART

Éd. La Découverte, 241 p., 18€

Le référendum du 4 octobre en Kanaky-Nouvelle-Calédonie ravive peut-être directement dans votre mémoire les « événements » de l'île d'Ouvéa en 1988; le massacre de 11 indépendantistes par le GIGN, sous les ordres d'un pouvoir de cohabitation Chirac-Mitterrand. Vous n'avez pas tort; ce sont les luttes politiques violentes des années 1984-1989 qui ont été à l'origine de ce processus devant durer 20 ans et qui devait, éventuellement, déboucher sur une indépendance.

Le livre de Confavreux et Mediapart est intéressant. Outre l'histoire, coloniale, il brosse un tableau vivant et assez complet de la situation dans le « Caillou ».

Il est bon de se rappeler que les Communards furent déportés dans cette colonie lointaine aux côtés des Algériens, eux-mêmes insurgés en 1871. Que ces insurgés de Paris et de Kabylie ont proposé leurs services pour écraser les insurgés kanak en 1878. Que peu fraternisèrent, comme Louise Michel, avec les « sauvages » de la brousse. Que celle-ci s'est auto-censurée, dans ses écrits, pour ne pas exposer à l'Europe « le caractère extrêmement misogyne de la société kanak » (p. 69). Que cette société, dite arriérée, a pourtant bien des leçons à nous donner sur le rapport des hommes à la nature et des hommes entre eux.

Un paradoxe est noté : en Kanaky, ce sont les blancs qui sont les immigrés. On aboutit pourtant à des inégalités et des discriminations que nous connaissons bien en France. Ouvéa en 1988 ? « Il faut évoquer ce qui est arrivé à Alphonse Dianou... Blessé d'une balle dans la cuisse, il est évacué... Le capitaine B. était à l'intérieur du camion. Une fois Dianou allongé sur le plancher, il lui est monté dessus et a ordonné à ses gens de faire la même chose... On a entendu un dernier cri, et puis plus rien... » (p. 167). Ensuite, le travail de ce « service public » pour la sécurité des citoyens a consisté à « modifier et truquer la scène de combat, tromper les enquêteurs, masquer des « bavures », en protéger les auteurs » (p. 169).

Il est bon de rappeler ces faits, bien documentés 30 ans après, mais aussi de décrire une situation actuelle lourde d'injustices. C'est le rôle positif de ce journalisme « engagé ». Mais le tout est inévitablement enveloppé dans une idéologie foireuse, du genre « la France se grandirait à réussir cette indépendance », comme si le problème était la grandeur de la France. Ou « beaucoup aspirent à la réconciliation », ce qui n'est même pas du niveau de la commission sud-africaine présidée par l'archevêque Desmond Tutu, « Vérité et réconciliation » : la vérité d'abord !

Mais surtout, n'attendez pas de Mediapart un point de vue de classe, qu'il s'agisse de la bourgeoisie kanak en formation ou du prolétariat blanc raciste. A la question « Quelle société

voulons-nous ? », les indépendantistes ont tendance eux-mêmes à répondre très prudemment : « On verra ensemble, assurons d'abord la victoire de l'indépendance » (par la voie électorale). Le point de vue des travailleurs dans ce type de situation était pourtant déjà clairement et simplement exprimé des 1847, dans le Manifeste (au sujet de l'Allemagne) :

« Le parti communiste lutte en commun avec la bourgeoisie, toutes les fois qu'elle a un comportement révolutionnaire, contre la monarchie absolue, la propriété foncière et la petite bourgeoisie. Mais à aucun moment, il ne néglige de développer chez les ouvriers une conscience aussi claire que possible de l'antagonisme violent qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que, l'heure venue, les ouvriers sachent convertir les conditions politiques et sociales que la bourgeoisie doit nécessairement amener en venant au pouvoir, en autant d'armes contre la bourgeoisie, afin que, sitôt renversées les classes réactionnaires, la lutte puisse s'engager contre la bourgeoisie elle-même. »

C'est la raison pour laquelle VP a toujours soutenu les luttes des travailleurs, des opprimés et des colonisés, mais pas le projet politique du FLNKS. (Voir les articles « Kanaky : quels enjeux derrière le référendum, 2018-10-26 ; et « Qui et quoi soutenir ? 2004-08-06 »).

LEUR FOLIE, NOS VIES. LA BATAILLE DE L'APRÈS

FRANÇOIS RUFFIN

Éd. Les Liens qui libèrent, 2020, 276 p., 17 €

Il y a quelque chose de prolétarien chez François Ruffin. Il exprime bien les situations et les réactions des travailleurs, ouvriers d'usines compris. C'est autre chose que le vieux cheval de retour du PS Jean-Luc Mélenchon. En tant que député, il ressemble souvent à ce que pourrait être un communiste révolutionnaire élu à l'Assemblée nationale. Mais il n'est pas communiste révolutionnaire.

Plutôt que de lire régulièrement son journal Fakir – car c'est vraiment son journal et pas un journal d'organisation –, lisez son dernier livre, sous-titré « La bataille de l'après ». Faites-vous votre opinion. Ensuite, lisez la nôtre ci-dessous !

Le bouquin vous accueille avec une citation d'un extrait de 1940, tiré de « L'étrange défaite » de Marc Bloch : « Nos chefs ou ceux qui agissaient en leur nom n'ont pas su penser cette guerre. En d'autres termes, le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle... »

On a un peu l'impression de s'être trompé d'adresse. C'est évidemment une comparaison entre la guerre de 1939-40 et la guerre actuelle contre le virus. Mais se retrouver dans une guerre contre les Allemands et pas contre les Nazis... Affirmer que le problème, c'est le niveau intellectuel des généraux et des politiciens, et que si on en avait des moins cons à qui obéir, les choses se seraient mieux passées... Vous êtes sûr que c'est un livre qui défend les travailleurs ?

Dès la première page la leçon est donc celle-ci, et elle le restera : Nos chefs n'ont pas su penser la guerre contre le virus ; il nous faudrait des chefs d'une autre envergure intellectuelle. Si encore c'était la nécessité d'un état-major politique communiste... Voyons la suite.

Un travail, utile et agréable, de journaliste est fait. Le rappel de réalités choquantes. Le choix entre les gens qu'on soigne et ceux qu'on laisse mourir faute de moyens (p. 92). Et la compilation de citations « historiques ». Agnès Buzyn, le 26 janvier : « Aujourd'hui il n'y a aucune indication à acheter des masques pour la population française ».

Sibeth Ndiaye, le 20 mars : « Les masques ne sont pas nécessaires pour tout le monde ». Une étude précise des discours de Macron, les mots utilisés, le temps des verbes (le futur, le conditionnel), les mots tabous (p. 33, 187, 218, 232) : souveraineté nationale, égalité, partage, justice.

Mais on sait que Macron ne recule devant aucune déclaration, aucun « en même temps », et la pandémie lui a donné l'occasion d'en faire la démonstration. Le problème, c'est que François Ruffin, s'il brandit « souveraineté nationale », etc., a lui aussi ses mots tabous : classe sociale, petite-bourgeoisie, impérialisme, pays dominés, capitalisme, révolution violente, communisme...

Il a lui aussi ses « en même temps ». On a en même temps la haine des cadres en général et la recherche de bons cadres. La haine de l'ouvrier qui constate, avec le télé-travail, « C'est l'encadrement à la maison, les petits soldats au front » (p. 51). Et la recherche d'une nouvelle domination sur le peuple : « Le peuple peut accepter la domination d'une élite, à condition que cette élite lui assure une protection » (p. 189).

Pas étonnant que Marx soit cité en positif (p. 65), dénonçant « l'exploitation des hommes, des femmes et des enfants » ; et Lénine en négatif grave (p. 236) : c'est « la honte des crimes », il a appuyé, orchestré la révolte des exploités eux-mêmes, leurs organisations et leur pouvoir...

Deux indices confirment le malaise, la datation, et les références. Premièrement, tous nos malheurs sont nés il y a 30 ans. La politique de mondialisation, de privatisation, de financiarisation, de précarisation, durent « depuis 30 ans ». L'expression revient dix fois, pas moins. Elle nous ramène donc à quelle belle époque ? Aux années 1981, à la Gauche unie au pouvoir.

Deuxième indice, les références. Montesquieu pour la politique, Thomas Piketti pour l'économie, Roosevelt et Keynes face à la crise des années 1930 (p. 28, 154, 187). On se demande pourquoi Churchill et De Gaulle ne sont pas cités. Après tout, le « héros » personnel de Ruffin,

Maurice Kriegel-Valrimont (p. 30), fut très proche du PC dans les années 1940, qui lui-même fut très proche de De Gaulle.

Ruffin est un politicien de gauche. Mettons bien dans ces deux mots tout leur poids négatif. Politicien qui laisse croire que les élections organisées par la bourgeoisie, l'État actuel, peuvent, moyennant une nouvelle Constitution et de nouveaux politiciens, encadrer, diriger l'économie, attaquer de front la finance, et faire le bonheur des travailleurs. De gauche : prêt à refaire une expérience du genre 1936, 1944, et plutôt 1981.

Si la perspective vous laisse un peu sceptiques, vous pouvez ajouter un peu de mouvements sociaux, de « pression de la société civile » (p. 116). Car il va falloir tout de même un peu leur « botter le cul » (p. 266). Mais selon le programme de la France Insoumise et les promesses de Mélenchon, vous aurez finalement le grand changement à moindres frais, dans le calme et la légalité. En politique, faire « la reconquête de la démocratie » (p. 167), en redonnant le pouvoir aux « représentants du peuple » (p. 189), et en empêchant ce que permet la Constitution actuelle, les lubies et caprices d'un prince (p. 140). En économie, taxer « les plus hauts patrimoines » (p. 162), taxer les produits d'importation, comme ça s'est toujours fait d'ailleurs, « durant des décennies voire des siècles » (p. 190).

Le problème central, c'est « vers où canaliser les capitaux » (p. 66). Ce sera en particulier vers... les entreprises (p. 29, 102, 232)! Et ceux qui « ne comprennent pas l'intérêt général, il faudra les arrêter avec la police » (p. 102).

Le scénario de la victoire est assez simple. Un nouveau président de la République est élu. De la France Insoumise, bien sûr. Il organise un référendum « sur cette question : Souhaitez-vous une nouvelle Constitution? » (p. 152). Et « aussitôt élu », le président fait « le tour des capitales du Sud » (de l'Europe, pas du monde), il rencontre « ces peuples en souffrance », discute « avec leurs dirigeants, qu'ils soient de droite, qu'ils soient de gauche, qu'importe... », et s'en fait leur « porte-voix à Bruxelles »; « La voilà, la grandeur de la France » (p. 193).

Arrivés à ce point, on a un peu oublié les qualités de journaliste et de dénonciation. On peut

pourtant en ajouter une. Le constat d'un fait. A propos de l'écologie (p. 71) : « Dans l'esprit des gens, on a basculé... on a compris, la croissance à l'infini, c'est fini ». Et cette citation de Gramsci : « Les grandes masses ne croient plus à ce qu'elles croyaient auparavant » (p. 264). Eh bien, il n'est pas sûr que les « masses » d'aujourd'hui soient prêtes à croire si facilement que ça à une nouvelle aventure de gauche, 30 ans après. Un nouveau François après François Mitterrand et François Hollande. Un monde d'après qui ressemblerait à un monde d'avant.

PS : dans un livre précédent, « Il est où, le bonheur », François Ruffin développait avec un certain bonheur (!) sur la crise écologique et les moyens d'en sortir. Mais avec les mêmes limites, la recherche d'une nouvelle alliance ouvriers / intellectuels (cadres) évidemment sous la direction de ces derniers, le silence sur l'impérialisme et la mondialisation, l'immigration, les sans-papiers, les migrants (sujets sur lesquels Ruffin est assez ambigu), la défense d'un certain patriotisme économique (un « Fabriquons français » soft) et autres fariboles qui mettent pas mal de plomb dans l'aile à sa conception de la solution écologique nécessaire...

